

Une approche socio-territoriale des émeutes de 2023 en France



Axe discriminations et politiques catégorielles

Marco OBERTI

Sociologue, est professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CRIS. Ses travaux les plus récents portent d'une part sur les inégalités urbaines et scolaires abordées sous l'angle de la ségrégation, et d'autre part sur les inégalités d'accès aux filières sélectives de l'enseignement supérieur et sur les programmes d'ouverture sociale des grandes écoles.

Maela GUILLAUME
LE GALL

Doctorante en sociologie à l'Université d'Oxford (Nuffield College), ses travaux portent sur les inégalités territoriales et les expressions du mécontentement politique, du comportement électoral aux formes contentieuses de mobilisation.

Une approche socio-territoriale

Dans la plupart des cas les émeutes éclatent à la suite d'un incident, souvent grave, impliquant la police, et conduit à placer au centre de l'analyse la question des violences policières et des discriminations.

Sans nier l'importance cruciale de ces dimensions, nous proposons de nous intéresser davantage aux contextes socio-territoriaux dans lesquels ces événements s'enracinent. En effet, ces événements n'interviennent pas dans n'importe quel contexte local. Resituer les acteurs, quels qu'ils soient, dans les cadres sociaux et spatiaux dans lesquels ils évoluent est au cœur de cette démarche.

À l'été 2023, la France a connu ses plus importantes émeutes depuis celles de 2005, déclenché par la mort de Nahel Merzouk, tué par un policier lors d'un contrôle de police. En l'espace d'une semaine, les émeutes se sont étendues à près de 900 communes, y compris des villes petites et moyennes, occasionnant des dégâts estimés à un milliard d'euros.

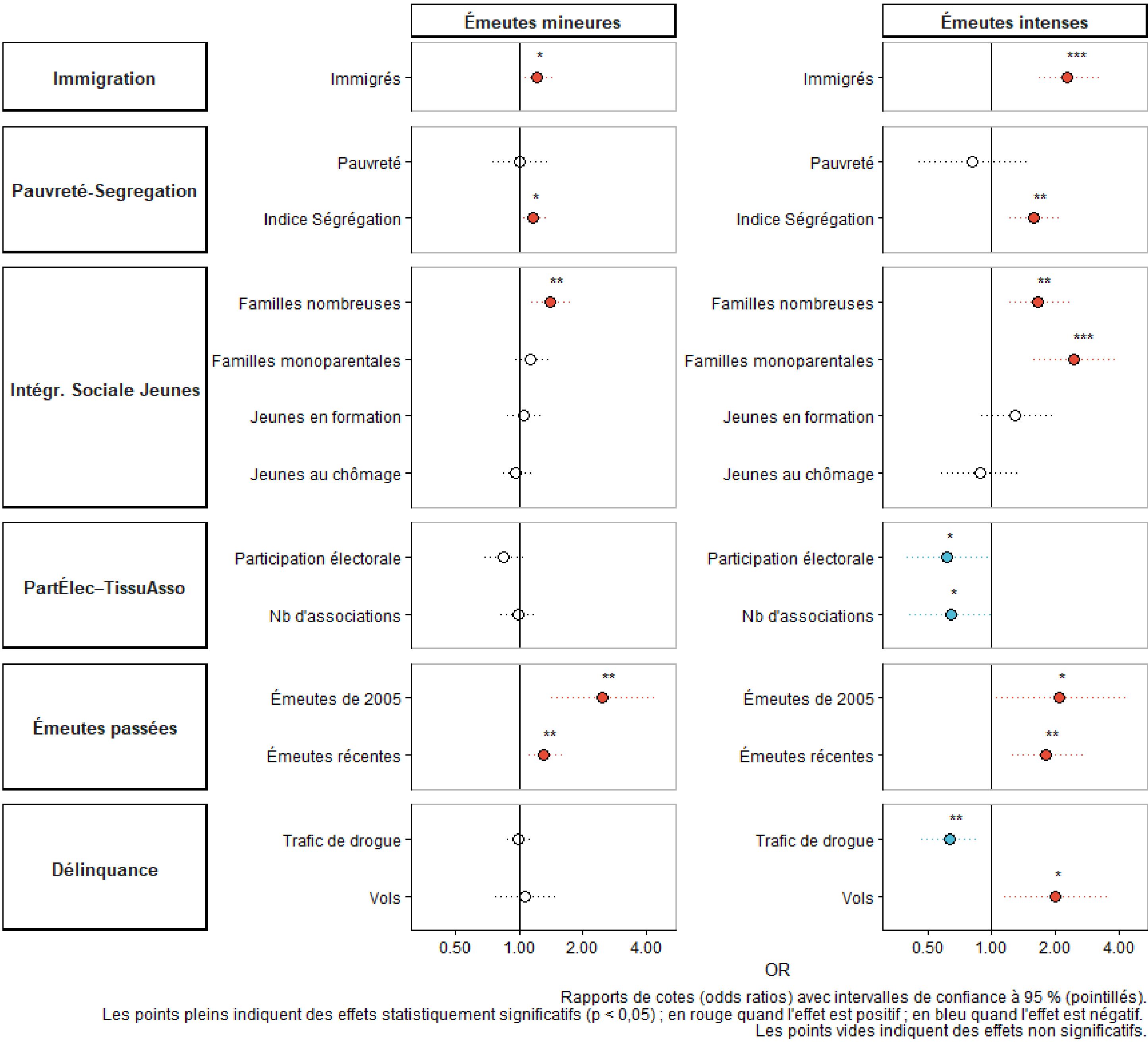
S'appuyant sur des données policières et issues de la presse locale, ce projet vise à identifier les facteurs socio-territoriaux associés à la survenue et à l'intensité des émeutes à l'échelle communale. À la différence des travaux antérieurs, centrés sur les grandes villes, le volet quantitatif du projet porte sur l'ensemble des communes françaises de plus de 3 500 habitants. Le volet qualitatif vient compléter cette approche par une analyse localisée de deux villes petites et moyennes, reposant sur une analyse fine de la temporalité des émeutes, des acteurs impliqués, de leurs modes d'intervention, ainsi que des manières dont ces événements ont été vécus et interprétés.

Les caractéristiques des communes concernées en 2023

Les résultats de la régression multinomiale font apparaître des configurations socio-territoriales différenciées selon le niveau d'intensité des émeutes à l'échelle communale.

Les communes touchées par des émeutes de faible intensité se distinguent par une proportion plus élevée de familles nombreuses et d'immigrés, ainsi que des niveaux de ségrégation nettement plus importants que dans les communes non touchées. Elles présentent également un historique marqué d'épisodes émeutiers, qu'il s'agisse d'événements récents (2016-2022) ou des émeutes de 2005, ce qui souligne la stabilité spatiale de ces phénomènes.

Les communes les plus fortement touchées se singularisent en outre par des caractéristiques associées à la désorganisation sociale : un tissu associatif moins développé et une participation électorale plus faible.



Enfin, les communes les plus fortement touchées comptent également davantage de familles monoparentales et présentent un niveau plus élevé de délinquance acquiescive. A l'inverse, le trafic de stupéfiants est associé à une intensité moindre des émeutes; ce qui suggère des dynamiques souvent négligées impliquant des acteurs périphériques. En revanche, nos résultats apportent peu d'éléments en faveur de mécanismes liés à la déprivation socio-économique ainsi qu'à l'intégration sociale des jeunes dans les sphères scolaires et professionnelles.

Entre régularités statistiques et spécificités locales

Deux études de cas ont été réalisées dans une petite ville et une ville moyenne ayant connu des émeutes afin d'analyser la temporalité de l'émeute, les différents acteurs impliqués, leur mode d'intervention, et la façon dont ils ont vécu et interprété ces événements. Elles permettent de nuancer les résultats de l'analyse statistique.

Si l'immigration constitue un facteur d'émergence et d'amplification de l'intensité des émeutes mettant en cause la police, c'est à travers une lecture raciste des événements, au cœur des récits des jeunes, en particulier issus de l'immigration. Davantage exposés au racisme et aux discriminations, ceux-ci s'identifient aux victimes, elles-mêmes le plus souvent issues de l'immigration. Cette identification s'inscrit également dans un contexte marqué par la ségrégation et la stigmatisation de certains quartiers, qui alimentent un fort ressentiment.

En revanche, contrairement à ce qu'indique la régression multinomiale, dans l'une des villes, la présence d'émeutes plus anciennes a plutôt contribué à en atténuer l'intensité à travers une meilleure anticipation et coordination des acteurs locaux.

On note aussi le rôle parfois important des contentieux très locaux impliquant les jeunes qui peuvent concerner des équipements locaux, voire des élus en tant que tels. L'émeute devient alors une opportunité pour exprimer de tels mécontentements.

Dans les deux cas, les trafiquants de drogue ne semblent pas être au cœur ni des logiques de participation et de rassemblements des jeunes impliqués dans les émeutes, ni dans le repérage des cibles et des dégradations.

Enfin, les entretiens menés auprès des jeunes confirment le rôle crucial des réseaux sociaux qui renvoie à différentes dimensions : le choc émotionnel créé par la diffusion de la scène filmée où le policier tire sur Nahel ; la mise en concurrence entre quartiers et entre villes pour en être, la mise en scène et l'esthétisation de la violence ; la réactivation d'une mémoire des violences policières ; et enfin la dimension ludique, les effets d'amusement et d'euphorie collective propres à des moments d'effervescence comme les émeutes ou d'autres mouvements sociaux.